



Westminster & City News

NUMÉRO 6

Du 12 au 25 février 2021

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le taux de chômage s'est établi à 5,1 % en décembre 2020 contre 3,8 % un an auparavant – Le nombre de personnes en emploi aurait diminué de 541 000 en 2020 selon les données de l'institut statistique national (ONS). Les données avancées issues des listes de paie indiquent, elles, une perte plus conséquente de 726 000 emplois sur l'année, dont 425 000 parmi les 16-24 ans. La tendance s'est toutefois améliorée en janvier, où le nombre de personnes sur liste de paie a augmenté de 0,3 % (+ 83 000). Le nombre d'emplois vacants a également augmenté de 12 % en janvier pour atteindre 599 000, bien que toujours 35 % en dessous de son niveau de janvier 2020. La croissance des salaires moyens hebdomadaires a atteint 4,7 % en décembre contre 3,7 % en novembre en glissement annuel, reflétant le fait que les pertes d'emplois se sont concentrées dans les emplois à bas revenus. L'emploi devrait continuer à résister grâce aux dispositifs de chômage partiel, officiellement en place jusqu'à fin avril mais qui devraient, selon la presse, être prolongés lors du Budget du 3 mars jusqu'à cet été.

L'inflation s'est établie à 0,7 % en janvier contre 0,6 % en décembre – Cette augmentation est expliquée par les composantes alimentaire (-0,7 % en janvier contre -1,4 % en décembre), meubles (4,4 % contre 1,6 % en décembre) et appareils électroménagers (1,9 % contre 0,2 % en décembre). Elle reflèterait la hausse des coûts liés au transport et au Brexit. L'inflation devrait continuer d'augmenter sur les prochains mois, sous pression de la hausse globale des prix des denrées alimentaires de base, l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz prévue en avril, et l'anniversaire de la baisse des prix du pétrole. Si la baisse de la TVA de 20 % à 5 % pour le secteur de l'hospitalité n'était pas prolongée au-delà mars, l'inflation pourrait atteindre 3 % d'ici la fin de l'année selon certains prévisionnistes. L'incertitude autour des pressions inflationnistes renforce les débats actuels autour de l'ampleur du soutien budgétaire nécessaire. M. Stride, président du *Treasury Committee* à la Chambre des Communes, a estimé lors d'une conférence de la *Resolution Foundation* que le Chancelier ne voudra pas prendre le risque d'un soutien public trop important, qui pourrait entraîner une surchauffe de l'économie et une forte hausse de l'inflation, et peser *in fine* sur le coût de la dette britannique.

Les ventes au détail sont en repli de 8,2 % en janvier en glissement mensuel – Bien que la chute des ventes au détail fût prévue en raison du reconfinement du Royaume-Uni le 5 janvier, le consensus des économistes s'attendait à une contraction de 3 % seulement. Les ventes de vêtements et de biens ménagers ont diminué respectivement de 34,7 % et 19,4 %. Les ventes de produits alimentaires ont en revanche augmenté de 1,4 %. Bien que le plan de déconfinement annoncé par B. Johnson cette semaine ne prévoit pas la réouverture des commerces non-essentiels avant le 12 avril, les données bancaires de la Banque d'Angleterre (*Clearing House Automated Payment System*) suggèrent que la consommation des ménages a repris en février, le niveau des dépenses par carte bancaire s'établissant à 74 % du niveau de février 2020 contre 66 % en janvier. Les données de mobilité montrent également que la fréquentation des espaces commerciaux a augmenté de 4 pp entre janvier et mi-février, probablement en raison du développement des pratiques de commandes sur Internet avec retrait en magasin.

Les indices d'activité de l'institut Markit ont fortement rebondi en février – Le PMI composite s'est établi en février à 49,8, contre 41,2 en janvier et très nettement au-dessus du consensus à 42,6. Le redressement de l'indice reflète l'adaptation des activités des entreprises au confinement, alors que les commerces non-essentiels ne sont pas

autorisés à rouvrir avant le 12 avril. Le PMI des services a augmenté à 49,7 contre 39,5 en janvier et le PMI manufacturier a continué d'évoluer en territoire d'expansion, à 54,9 en février contre 54,1 en janvier. L'enquête de Markit indique également que les entreprises sont plus optimistes à propos des emplois (indice à 49 contre 45,1 en janvier). Parallèlement, la confiance des consommateurs s'est également améliorée, l'indice de confiance de GfK ayant augmenté en février de -28 à -23, son niveau le plus haut depuis le début de la pandémie.

COMMERCE

Le projet de loi sur le commerce bute à la chambre des Lords sur un amendement relatif aux droits de l'Homme – En cours d'examen au Parlement de Londres depuis le 19 mars 2020, l'adoption du projet de loi sur le commerce est ralentie en raison de la volonté de nombreux parlementaires, y compris au sein de la majorité conservatrice, d'inclure des mécanismes contraignant les marges de négociation du gouvernement avec des pays qui se rendraient coupables de violation des droits humains. Débattu le 23 février dernier à la chambre des Lords, un amendement, permettant à un comité parlementaire de déterminer si un pays partie à un accord commercial avec le RU s'est rendu coupable de génocide, a été adopté le 23 février par 367 voix contre 217. Le projet de loi amendé sera prochainement renvoyé devant la chambre basse, et sera promulgué une fois que les deux chambres parviendront à un accord sur le texte.

La ministre britannique au Commerce international a annoncé le lancement du programme d'aide à l'exportation vers les marchés asiatiques et américains pour les agriculteurs – Lors de la conférence annuelle du principal syndicat agricole britannique, la National Farmers' Union, la ministre Elisabeth Truss a annoncé la création de la campagne « *open doors export* » en vue de permettre à la filière agricole britannique de saisir les opportunités export en particulier vers l'Asie et les Etats-Unis. Le plan prévoit notamment d'aider les exportateurs à passer au e-commerce.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Le gouvernement britannique lance un nouveau centre de recherche sur la finance verte – Le 'UK Centre for Greening Finance and Investment' (CGFI), opérationnel dès avril 2021, sera situé à Londres et à Leeds et financé à hauteur de 10m£ par le gouvernement britannique. Il sera dirigé par une coalition d'acteurs universitaires (dont l'Université d'Oxford en chef de file) et des institutions de recherche de renom international dans le domaine de l'analyse de données telles que l'Institut *Alan Turing*. Il fournira des données et analyses environnementales et climatiques et soutiendra les activités d'investissement vert. Il cherchera aussi à développer de nouveaux produits et services tels que des outils permettant de mieux mesurer le bilan carbone d'un portefeuille d'investissement. La « *spatial finance* » - i.e. l'étude des risques d'investissement associés à la localisation géographique précise d'un actif (e.g. exposition au stress hydrique d'une centrale électrique) - sera l'une des priorités de recherche du CGFI.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre souligne les bénéfices de l'ouverture financière et de la coopération réglementaire – Lors d'un discours à la City le 10 février, A. Bailey a estimé qu'un système financier ouvert doit être soutenu par des institutions efficaces et des normes internationales solides à l'échelle mondiale, plutôt que régionale. Au cœur de ce système se trouverait la City de Londres décrite comme un « bien public d'une économie mondiale ouverte ». Il a également présenté sa vision concernant l'approche européenne de l'équivalence réglementaire, qu'il considère inadéquate au regard de la nécessité d'adapter les règles aux spécificités des secteurs financiers domestiques. A cette fin, le Royaume-Uni étudie aujourd'hui la possibilité d'introduire des changements concernant trois domaines (les règles de capital pour les banques domestiques, le traitement des actifs logiciels, et Solvabilité 2). Enfin, il a critiqué l'approche européenne prospective (*forward-looking*) sur les évolutions réglementaires britanniques dans le contexte de la détermination des équivalences, en considérant que cette méthode n'était appliquée à aucune autre juridiction tierce.

L'Investment Association (IA) évaluera les entreprises cotées à l'aune des objectifs de reporting climat (TCFD) et de diversité ethnique – L'IA, dont les membres gèrent 7,7 Mds£ et détiennent des participations dans un tiers des entreprises britanniques, a déclaré qu'elle signalerait pour la première fois, et en amont des plans du gouvernement britannique (qui prévoit que toutes les entreprises fassent des rapports en vertu de la TCFD d'ici 2025), les entreprises qui ne communiqueraient pas de manière cohérente, claire et comparable leurs expositions aux risques à raison du réchauffement climatique dans le cadre de la TCFD. Les entreprises devront également répondre de leurs progrès en matière de diversité ethnique au sein de leurs conseils d'administration. L'IA cherche

ainsi à encourager la mobilisation des entreprises pour atteindre les objectifs fixés par la *Parker Review*, notamment la participation d'au moins un membre appartenant à une minorité ethnique dans les conseils d'administration des sociétés du FTSE 100 d'ici 2021 (2024 pour le FTSE 250).

Un nouveau régime de visa pourrait faciliter l'immigration des travailleurs des fintechs – D'après le *Telegraph*, le chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak se prépare à dévoiler de nouveaux "visas technologiques" dans le cadre du budget du 3 mars. Cela fait partie des recommandations de la *Fintech Strategic Review* publiée le 26 février, qui identifie les possibilités de croissance pour le secteur fintech post-Brexit. Les détails de ce nouveau régime seraient encore en cours d'élaboration mais devraient être similaires à ceux du visa "*Global Talent*" annoncé en 2020 pour attirer les talents scientifiques au Royaume-Uni.

Le régulateur britannique souhaite améliorer la prise en charge des consommateurs vulnérables par les prestataires de services financiers – La récente étude de la *Financial Conduct Authority* « *Financial Lives research* » montre que 27,7 millions d'adultes au Royaume-Uni présentent aujourd'hui des vulnérabilités, comme par exemple une mauvaise santé, une faible résilience et/ou compréhension financière, ou traversent des événements personnels difficiles. Ces caractéristiques peuvent limiter la capacité des gens à prendre des décisions raisonnables et les exposent à un risque accru de vente abusive. Sur la base de ces constats, la FCA a émis des orientations et demande aux entreprises de rendre compte de la manière dont elles traitent leurs clients vulnérables. Elles devront démontrer comment leur modèle et leur culture d'entreprise garantissent le traitement équitable de tous les clients, y compris ceux qui sont les plus vulnérables. Elles doivent également s'assurer que leur personnel possède les compétences et la capacité nécessaires pour reconnaître les besoins des clients vulnérables et y répondre.

L'Association of British Insurers (ABI) publie des propositions adressées au gouvernement concernant le futur régime prudentiel des assurances - L'étude, réalisée par le cabinet KPMG, s'inscrit dans la consultation du gouvernement, achevée le 19 février, sur la revue du cadre prudentiel issu de la directive européenne Solvabilité II. Elle propose des modifications aux mécanismes d'ajustement de contrepartie (*Matching Adjustment*) et de marge de risque (avec une baisse de l'ordre de 75%). Selon les assureurs britanniques, ces changements permettraient de libérer jusqu'à 95 Mds£ de capital dans le secteur de l'assurance, qui pourraient stimuler l'économie britannique (+16,6 Mds£/an en termes de PIB réel d'ici 2051 selon l'étude) et soutenir la lutte contre le changement climatique. En première réaction, le secrétaire d'Etat à la City John Glen a déclaré que la révision des règles relatives aux exigences de fonds propres des assureurs a pour but d'être proportionnée et adaptée au contexte Royaume-Uni, sans représenter un « programme de déréglementation gratuit » (« *a gratuitous deregulatory agenda* »).

BANQUES ET ASSURANCES

UK Finance appelle à une stratégie ambitieuse de soutien aux exportations de services financiers – Un rapport publié par l'association professionnelle UK Finance, qui représente le secteur financier britannique, plaide en faveur d'une stratégie de "diplomatie réglementaire" pour favoriser l'ouverture de nouveaux marchés à l'étranger pour les services financiers. Le rapport présente notamment les outils à disposition des décideurs politiques pour atteindre cet objectif, tels les accords de reconnaissance réglementaire ou des accords de libre-échange. Le rapport plaide aussi la cause d'une plus grande convergence des normes financières au niveau mondial - par rapport à une approche plus régionale -, et propose d'utiliser la position du Royaume-Uni au sein d'organismes internationaux tels que le *Financial Stability Board* et le Comité de Bâle pour favoriser cette convergence. Les recommandations portent également sur la promotion et la coopération dans des domaines tels que l'IA, la cybersécurité et les technologies financières.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 25 février 2021

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-6,3%	-0,5%
PIB en glissement trimestriel		15,5%	0,0%
PIB par habitant		15,4%	-0,2%
Inflation (IPC)		0,6%	1,9%
Evolution de la demande	Investissement	15,1%	0,2%
	Consommation	18,3%	-0,3%
	Dépenses publiques	7,8%	-0,2%
	Exportations (B&S)	5,1%	-0,1%
	Importations (B&S)	13,2%	-0,5%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	18,8%	-0,8%
	Secteur de la construction	41,9%	-0,1%
	Secteur des services	14,2%	-0,6%
Parmi les services	Finance et assurances	2,2%	-0,4%
	Ventes au détail	17,3%	0,6%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,8%	4,1%
Taux d'emploi		75,3%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	28,5	31,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-2,0%	-0,3%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	2,9%	0,3%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-2,5%	0,3%
Taux d'épargne des ménages		29,1%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-10,1%	-3,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	101,2%	84,9%
Investissement public net	-2,3%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-1,7%	-4,3%
Balance des B&S		1,2%	-1,0%
Balance des biens		-3,9%	-6,0%
Balance des services		5,1%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,10	1,13
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.